LES MANUFACTURIERS DISCUTENT LES PROBLEMES NATIONAUX

Travail important devant l'Association des Manufacturiers Canadiens.—Bref aperçu des choses qui affectent le commerce de la chaussure et du cuir.

La convention de l'Association des Manufacturiers Canadiens tenue à Montréal, fut la plus grande, la plus enthousiaste et la plus importante assemblée tenue par cette organisation depuis sa fondation, et l'assemblée était la plus représentative des industries de toutes les parties du Dominion. Nous avons surtout remarqué la substantielle représentation de l'industrie du cuir et de la chaussure par quelques-uns des principaux manufacturiers de chaussures du Canada.

Le discours du président

Le discours du président fut un chef-d'oeuvre dans sa considération des problèmes qui affectent non seulement l'Association, mais le pays en général. Il fut concis. défini, sain, pratique et large. Les violentes attaques récentes sur les manufacturiers par l'Association des Grain Growers de l'Ouest furent combattues et repoussées d'irréfutable façon.

Employeurs et employés

Les manufacturiers se rendent compte qu'il y a deux choses qui arriveront sûrement avec la réorganisation de notre vie industrielle après la guerre. La première est un changement complet dans les relations de patron à employé. Il faudra plus de coopération non seulement au point de sur d'un partage d'intérêt monétaire mais dans les relations personnelles.

De meilleurs systèmes éducationnels

Une autre note touchée par la convention fut la demande que cette réorganisation comprenne de meilleurs systèmes et idéals en matière d'éducation. Nos écoles primaires doivent être modifiées radicalement afin d'assurer autre chose que le seul développement intellectuel; il faut en plus un système d'entraînement industriel qui produira des experts en tous genres.

Le commerce du monde

Le commerce après la guerre prendra plutôt un caractère international et les marchés du monde influenceront, s'ils ne les remplacent pas, les marchés locaux. On se prépare délà chez les alliés à profiter de l'antipathie qui s'est élevée contre les marchandises et méthodes allemandes.

On promet que le travail d'exportation de l'association sera grandement accrû.

La main-d'oeuvre du Canada

La question de la main-d'oeuvre fut un autre sujet qui reçut une attention sérieuse. On se rend compte que le gouvernement est sérieux dans sa politique d'enregistrement. Les manufacturiers réalisent que des changements importants vont se produire, que tous les hommes devront travailler aux industries essentielles et que l'on donnera des emplois aux femmes là où elles pourront remplacer les hommes.

La question du tarif

Le président traita du tarif de facon magistrale: il suggère un conseil de tarif compétent comme seule solution à cette difficulté. Il faudra en arriver bientôt à une plus grande sincérité et largeur de vue. Ce ne pourra plus être une simple question d'échange entre les manufacturiers d'une part et les producteurs de l'autre. Le travail doit être consulté et considéré, les intérêts de transportation du pays doivent avoir leur mot à dire, les grandes institutions financières, les commerces de gros et de détail, tous, en un mot, sont vitalement intéressées dans la question du tarif et doivent être consultés là-dessus.

ASSEMBLEE DE L'ASSOCIATION DES MAR-CHANDS DE CHAUSSURES EN DETAIL DE MONTREAL

La section de Montréal de l'Association des Marchands de Chaussures en Détail a tenu une assemblée le 7 juin, à sa salle, rue Saint-Denis, M. Geo. G. Gales, présidait.

Il y eut une importante discussion à propos de l'assemblée tenue par le comité spécial le 24 avril. Il fut suggéré à cette assemblée spéciale que les marchands de chaussures en détail devraient s'unir et envoyer une délégation pour interviewer le gouvernement sur la question de l'embargo.

Le secrétaire lut un rapport de l'un des journaux canadiens qui s'occupent de chaussures, annonçant que le gouvernement avait déjà été approché par les marchands de chaussures à leur convention annuelle.

A cette assemblée, les membres adoptèrent une résolution pour rappeler au bureau provincial, que comme nous sommes prêts à aider le gouvernement dans toutes ses mesures de guerre, aussi bien dans la conservation des chaussures et du cuir, nous désirons offrir nos services au gouvernement et demanderions au gouvernement de nous consulter, nous ou l'Association des Marchands-Détaillants sur toute mesure qu'il serait question d'adopter pour la conservation ou lois nouvelles affectant le commerce de la chaussure, et que nous serons heureux en tout temps d'envoyer une délégation à Otawa, si on nous le demande.

A l'assemblée du 7 juin on aborda la question de l'embargo. M. Gales dit qu'il avait reçu une communication du président du War Board à l'effet que la question de l'embargo était laissée en suspens pour le présent. Il fut unanimement résolu que l'organisateur de la Section des Détaillants de Chaussures, M. A. Bastien, consulte les membres aussitôt que possible pour savoir quand ils pourraient tenir une assemblée spéciale et à cette assemblée ils tâcheraient d'en arriver à une décision sur la question de nommer une délégation pour offrir leurs services au gouvernement dans le but d'aider le gouvernement autant que possible dans sa législation de guerre et en même temps protégeant l'industrie de la chaussure qui est l'une des plus importantes du pays.

M. Gales attire l'attention sur le fait que les détaillants et les manufacturiers américains avaient donné l'exemple. Ils ont des données pratiques même dans le War Board qui protègent les meilleurs intérêts du commerce et en même temps aident le gouvernement dans la conduite de la guerre.

Les membres présents craignaient que les manufacturiers canadiens prendraient avantage de l'embargo s'il était décrété et feraient hausser les prix.

L'un des orateurs dit que dans son opinion les prix avaient atteint la limite — que les gens ne pouvaient paver plus que les prix actuels.

M. Wygant de la compagnie Walk-Over Shoe, dit qu'un embargo limiterait la concurrence et serait désastreux pour le pays.